Partout, construire la mobilisation contre Macron?!

NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

SANTE

Saint-Malo, le 10 septembre 2019

Après une année de mobilisations des Gilets jaunes et après le nouvel été pourri de Macron, marqué par l'affaire de Rugy et par la poursuite de la mobilisation aux urgences, certains auraient pu espérer un ralentissement de la politique antisociale du gouvernement. Mais il n'en est rien, ce qui confirme que le pouvoir est déterminé à passer en force pour imposer son projet de société ultra-régressif.

La casse des services publics se poursuit (école, hôpitaux…), les attaques contre les chômeurEs se poursuivent, les privatisations se multiplient comme celle d'Aéroports de Paris ou de la Française des Jeux et, surtout, Macron et son gouvernement préparent la liquidation du système de retraites par répartition.

Pas touche à nos retraites !

C'est LA réforme du quinquennat. Il s'agit de créer un mécanisme qui réduit automatiquement le niveau des pensions pour que la partie de la richesse produite (le PIB) consacrée aux retraites reste fixe – 14 % du PIB –, alors que le nombre de retraitéEs ne cesse d'augmenter par rapport à la population active. Comme le veut le Medef, le gouvernement n'envisage aucunement d'augmenter les cotisations patronales pour garantir le niveau des pensions et maintenir l'âge de la retraite. Avec cette réforme, les pensions perçues par les retraitéEs vont inévitablement diminuer !

Avec le système de retraite par points, la retraite devient une affaire individuelle, où chacunE accumulera des points tout au long de sa vie, qui lui « garantiront » une pension dont on ne connaîtra pas le montant et qui sera variable chaque année. Fini les 42 régimes qui prenaient en compte la spécificité de certains secteurs. Fini le calcul sur les 25 meilleures années dans le privé ou sur les 6 derniers mois dans le public. C'est le grand nivellement par le bas !Le calcul par points serait complété par la fixation de l'âge de départ soit par un âge pivot (62 ans ou plus) soit par un décompte des annuités cotisées. Juste de quoi satisfaire les technocrates de la CFDT…

Quelle que soit la solution retenue, il faudra bien **travailler plus pour toucher moins**. Une aberration sociale quand on sait que des millions de personnes, malgré les annonces triomphalistes du gouvernement sur les chiffres du chômage, sont sans emploi, tandis que des centaines d'autres se blessent ou se tuent au travail en raison des cadences imposées. Ils veulent nous faire bosser plus longtemps alors que le temps de travail devrait être réduit pour être partagé entre touTEs !

Combattre le capitalisme sur tous les fronts

Cette réforme est cohérente avec le projet global de Macron et de son gouvernement de casse de nos acquis sociaux au profit des grands patrons. D'ores et déjà, et l'on doit s'en féliciter, certains secteurs du monde du travail commencent à résister, y compris par la grève, dans la santé ou l'éducation. On pense ici bien évidemment à la grève des urgences, qui a non seulement « passé l'été » mais qui a continué de s'étendre, avec plus de 200 services concernés. On pense également à la grève des examens qui a donné des sueurs froides à Blanquer et qui a largement contribué à casser l'image de celui que certains désignait comme le premier de la classe du gouvernement Macron-Philippe.

De nombreuses journées de luttes sectorielles fleurissent en ce mois de septembre, dans les services publics, les entreprises ou à l'appel des Gilets jaunes les samedis. Des appels à se mobiliser qui témoignent d'une volonté de se battre, mais dont l'éparpillement ne peut satisfaire celles et ceux qui veulent mettre un véritable coup d'arrêt à l'offensive du gouvernement. Ces journées, qu'il s'agit de construire secteur par secteur, peuvent ainsi être autant de moyens d'accumuler des forces pour converger dans un grand mouvement d'ensemble, de grèves qui se généralisent contre le gouvernement. La grève interprofessionnelle du **24 septembre**, appelée entre autres par la CGT, doit être le premier point de rendez--vous de toutes celles et tous ceux qui veulent aller dans ce sens.

En interaction avec les questions sociales et économiques, les luttes continuent également de se développer face à **l'urgence climatique**. À travers le monde, une nouvelle génération a pris conscience du désastre annoncé. La multiplication des incendies de forêts en Amazonie ou en Afrique ne fait que renforcer la conviction de la nécessité de ce combat. Nous ne pouvons plus tergiverser. Seule une remise en cause du mode de production capitaliste, la planification démocratique de la production à l'échelle mondiale, pourra donner un avenir à l'humanité.

Suivez l'actualité du secteur santé-sécu-social et les analyses du NPA sur http://sante-secu-social.npa2009.org/

npa2009.org
infos santé sécu social
NPA

Pour prendre contact avec le comité NPA du pays malouin :

npasaintmalo@gmail.com

LA SANTE EN LUTTE

Urgences, le compte n'y est pas

Suite aux fermetures de ces dernières années, il ne reste plus que 474 services d'urgences publics en France. 239 sont en grève, selon le Collectif inter-urgences, certains depuis plus de six mois.

La seule réponse de Buzyn avait été la prime de 100 euros pour les soignants, l'embauche de quelques personnels de renfort, insuffisants pour cet été et toute une série de gadgets. Hier, elle a ajouté une série de mesures dont on peut penser qu'elles ne changeront pas grand-chose aux problèmes des urgences:

- un budget de 750 millions sera dédié à ce « plan Buzyn ». Mais, d'une part, celui-ci s'étalera sur 3 ans, d'autre part il ne s'agira pas de moyens supplémentaires mais de fonds pris sur d'autres postes. On déshabille Pierre pour habiller (un petit peu) Paul.

- toutes les autres mesures visent pour l'essentiel à confier au secteur privé les tâches jusqu'alors remplies par le secteur public: médecins libéraux, kinés, pharmaciens etc seraient censés soulager les urgences. On prétend que cela couterait moins cher, mais ca ne réglerait pas les cas où un diagnostic médical et quelques examens complémentaires sont indispensables.

-Pour le reste, quelques gadgets comme un fumeux « service d'accès aux soins » téléphonique, la téléconsultation...**Mais rien sur l'embauche de personnels en nombre suffisants et la réouverture de lits.**

Autrement dit, si le mouvement a été assez fort pour obliger Buzyn à annoncer un « plan », il ne l'a pas été assez pour obtenir les revendications fondamentales de moyens de travail et aussi de salaires des personnels. Le collectif inter-urgences et plusieurs syndicats ont d'ailleurs fait ce constat. La seule solution est donc d'étendre le mouvement aux autres services et même à d'autres corporations. C'est tous ensemble que nous pourrons gagner. Participons nombreux à toutes les actions qui seront organisées..

La maternité de Dinan sera réouverte mais les incertitudes de la fusion hospitalière demeurent

La direction de l'ARS et de la CHT viennent d'annoncer la reprise des accouchements à la maternité de Dinan à compter du 1er octobre prochain.

Les informations sur la situation du SMUR et le service de soins continus, également suspendus pendant l'été sont encore insuffisantes pour être assuré de la re-stabilisation médicale de l'établissement dinannais.

Plusieurs leçons sont à tirer de cet été chaotique pour la CHT:

- sans la mobilisation des personnels, de certains élus et de la population du secteur de Dinan, il y a fort à parier qu'on n'en serait pas là,
- Les faits ont confirmé que la maternité de Dinan était nécessaire et qu'à Saint-Malo, on n'avait pas nécessairement les moyens d'accueillir un tel volume d'activité supplémentaire,
- La vigilance et la mobilisation seront nécessaires face aux opérations de fusion qui se préparent.

Du burn out au suicide

Fin août, un cadre de l'hôpital de Flers, dans l'Orne, s'est donné la mort. A en croire Ouest France du 23 août, qui reproduit sans doute les déclarations de la direction, « *Rien ne permet d'établir un lien entre ce drame et les conditions de travail de ce cadre* ».

Ce n'est pas l'avis de sa famille et de ses collègues qui dénoncent « *les conditions de travail, le harcèlement et la maltraitance institutionnelle qui ont provoqué cet acte* ».

Ce cadre avait d'ailleurs déjà fait un burn out en 2018 et essayé d'obtenir sa mutation. A la mi-juillet 2019, 150 personnes avaient manifesté devant l'hôpital pour protester contre les suppressions de lits, le manque de moyens, les départs de médecins et les équipes débordées.

L'humoriste François Morel, originaire de l'Orne, s'est exprimé avec émotion sur ce drame dans sa chronique à France-Inter vendredi dernier. A écouter et à voir sur **https://youtu.be/l5xml104sSc.**

Lariboisière : des mamans dorment sur le sol

A la maternité de Lariboisière, à Paris, des femmes sans abri qui viennent d'accoucher sont hébergées dans des conditions scandaleuses. L'hôpital leur fournit les berceaux de service, mais du fait du manque de lits, certaines dorment sur le sol. Le personnel fait ce qu'il peut mais se sent complètement débordé. Quand on appelle le 115, il est lui même débordé et n'en fait pas une priorité, vu que ces mères ne sont pas à la rue mais à l'hôpital.C'est d'autant plus scandaleux que des services entiers de Lariboisière ont fermé tout l'été avec des dizaines de lits vides et que des étages entiers de services ont fermé récemment mais sont toujours équipés.

Communiqué de presse

L'enquête publique des Nielles lance l'année politique

Le maire de Saint-Malo a déclenché la procédure de mise en compatibilité du PLU (Plan Local d'Urbanisme) pour permettre la réalisation du projet de complexe hôtelier et thalasso du groupe Raulic sur le terrain de l'ancien camping municipal des Nielles.. Jusqu'au 17 septembre se déroule l'enquête publique dont l'objet est de ***statuer sur le caractère d'intérêt général*** *de ce projet.*

Nous ne développerons pas ici et en détail les nombreux arguments qui démontrent que ***ce projet porté par ce groupe d'investisseurs et d'exploitants du « filon touristique et balnéaire » n'est nullement un projet d'intérêt général.*** *De très nombreux malouin.nes, dont certains ne partagent pas du tout nos options économiques et politiques, l'expriment de manière très fouillée et pertinente, dans leurs contributions, visibles sur le site internet de la mairie.*

Le projet du groupe Raulic est ***tout simplement une opération capitalistique classique, destinée à faire de l'argent*** *en accroissant son emprise locale et en saisissant l'opportunité du délaissement d'un site de tourisme populaire. Pire, dans ce siècle où se joue sans doute l'avenir de l'humanité et de la planète, proposer un tel projet* ***d'accaparement*** *et de* ***destruction irréversible d'un espace naturel rare****, situé en zone urbanisée, est franchement une option* ***« éco-irresponsable »****.*

Notre regret est que ce projet d'un autre temps ait pu prospérer jusqu'à aujourd'hui, en dépit de l'action des associations qui ont été bien seules à s'y opposer depuis ce funeste vote unanime de mars 2016 au conseil municipal. Et elles le sont encore face aux menaces, mises en demeure et sommations dont elles sont présentement la cible de la part du porteur du projet.

Dans ce contexte, le comité NPA du pays malouin ne peut que réaffirmer son ***opposition au projet des Nielles****, encourager la population à s'exprimer à l'occasion de cette enquête publique et renouveler son* ***soutien aux associations ADN et Osons !*** *tant il est vrai que ce qui importe dans cette affaire et qui importera pendant toute l'année qui vient, c'est la mobilisation populaire.*

Saint-Malo, le 9 septembre 2019